

Médicaments de POITRINA
ASTHME
SPECIALITES
RENOMMEES
Laboratoires scientifiques
de la
PHARM DU TRICHON
ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE,
Remède, tous les jours
Mes apports classiques

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00; 6 mois, 40.00; 1 an, 78.00
France et Belgique.....	> 23.00; > 43.00; > 80.00
Etranger: Tarif A.....	> 55.00; > 70.00; > 140.00
Tarif B.....	> 50.00; > 100.00; > 200.00

ANNONCES.....

PARIS.....	13, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 00.49.
LILLE.....	3, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
TOURCOING.....	33, rue Carat, Tél. 27.
ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 6.

REDACTION.....

POURQUOI
9 Clients 10
sur
font tous leurs achats au
PALAIS
de la CHAUSSURE
"AU SOLDEUR"
33, rue Faidherbe,
ROUBAIX
Parce que cette Maison
DONNE toujours
plus qu'elle ne PROMET

BILLET PARISIEN

VERS LE DÉNOUEMENT DE LA CRISE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 28 FÉVRIER (MINUT).

Le Cabinet Tardieu sera-t-il formé samedi ? Les Chambres l'espèrent et le public partage sur ce point les préoccupations du Parlement. Sans doute, nous n'en sommes plus à un jour près, mais le malaise qui résulte de la crise politique et qui pèse tant sur les transactions économiques que sur les transactions financières n'a déjà que trop duré. M. Tardieu n'a d'ailleurs nullement l'intention de prolonger au delà de la soirée de demain ou, en mettant les choses au pire, au delà de dimanche matin, ses consultations. Il sait où il va et il n'en est pas plus, comme bien on pense, à se faire une opinion sur les possibilités de réussite ou d'échec de sa mission. Quand il le voudra, il pourra réunir, c'est-à-dire présenter à M. Doumergue la liste de ses collaborateurs. S'il n'est livré à une enquête approfondie sur les dispositions du Parlement, c'est parce qu'il veut que son ministère soit entouré de tous les concours susceptibles de lui assurer non pas seulement une majorité, mais encore une majorité durable. Cette majorité durable, M. Tardieu l'aurait certainement si les Chambres exprimaient fidèlement l'opinion du pays; malheureusement la constellée des partis, tant à la Chambre qu'au Sénat, oblige le chef du Gouvernement de demain à des conversations préparatoires par lesquelles il espère fléchir certaines consciences et certaines ramures.

Aujourd'hui, il semble que c'est surtout du côté du Sénat (qui l'eût cru ?) que surgissent les difficultés les plus graves qui retardent la formation du Cabinet Tardieu. Les sénateurs valaisiens appartenant au groupe de la gauche démocratique se sont réunis ce matin pour réitérer l'exclusion qu'ils avaient jetée hier contre un Cabinet présidé par le député de Belfort. Il faut dire qu'un grand nombre de sénateurs appartenant à ce groupe s'étaient abstenus de paraître à la réunion; en particulier, on avait noté l'absence de MM. Clémentel et Charles Dumont.

A la Chambre, des tentatives ont été faites par quelques membres du groupe républicain socialiste, de la gauche radicale, de la gauche sociale, en vue de constituer un parti du centre où adhèreraient les radicaux-socialistes. Il ne semble pas qu'ils aient fait jusqu'à présent œuvre positive.

LETRE DE BRUXELLES

La flamandisation de l'Université de Gand

(De notre correspondant particulier)

Bruxelles, 28 février 1930

Voilà donc votée la flamandisation de l'Université de Gand. C'est un événement dans l'histoire du pays. C'est une grande victoire pour la Flandre. Ce que l'on croyait impossible, il y a vingt ans à peine, est devenu réalité et cela, dans des circonstances de concorde et d'union nationales que l'on craignait être plus illusoire encore.

Il y a eu, du côté des Flamands, un mouvement constant, persévérant, que les difficultés excitaient et grandissaient et qui est devenu irrésistible. La flamandisation de Gand était pour eux un symbole. Jusque dans les hameaux les plus reculés de la Campine, on voulait « Grand flamand ». La résistance n'a pas été moins énergique. Non pas parce que les opposants flamands et wallons repoussaient la création d'une Université flamande, car, si Anvers n'avait pas refusé de l'abriter, il y a plusieurs années que l'Université flamande y fonctionnerait. Mais les opposants ne voulaient pas détruire une Université française existante. Ils étaient convaincus que l'on pouvait donner légitime satisfaction à la Flandre, en maintenant « Grand français ».

Les Flamands ne l'ont pas voulu. Et c'est devant l'unanimité de leur mouvement, que l'opposition s'est inclinée, non sans un serrement de cœur, comme l'ont avoué MM. Jaspars et Janson, mais avec le souci généreux de rendre justice à l'âme flamande.

M. Max, bourgmestre, et M. Lemonnier, échevin, tous deux députés de Bruxelles, ont été, avec quelques socialistes et un député libéral de Liège, les seuls — en tout dix — à repousser la flamandisation de Gand. On commentera ce geste inutile, qui n'a d'ailleurs pas été imité par M. Devèze, chef du parti libéral; M. Hymans, ministre des Affaires étrangères; un autre leader du parti et tous les autres députés du groupe libéral.

L'intransigence du bourgmestre de Bruxelles sera certainement interprétée par la Flandre, comme une nouvelle manifestation d'hostilité. Bruxelles n'a pas une bonne presse en Flandre et même en Wallonie. On lui reproche une sorte d'impérialisme parfait choquant. Le fait, par exemple, que Bruxelles refuse de restituer deux tableaux d'art qui appartiennent à la ville de Tournai et, cela, malgré l'approbation indirecte que le Sénat vient, cette semaine, de donner à la légitime revendication de la ville aux « Chânois cloîtrés », le prouve.

Enfin, M. Max n'ignore pas la campagne de protestation que les Flamands mènent contre la capitale, accusée, à tort ou à raison, de méconnaître les droits des Flamands. La sagesse aurait voulu, pour l'appelation générale, que le bourgmestre de Bruxelles imitât la tolérance et la générosité de ses collègues; tels: M. Neufjans, bourgmestre de Liège; Masson, de Mons; Pater, de Charleroi; Bovesse, de Namur. A noter que M. Wauwermans, échevin catholique de Bruxelles, a voté pour la flamandisation.

Quoi qu'il en soit, s'il faut féliciter les Flamands de leur victoire, il faut saluer les Wallons, qui ont fait à leurs frères des Flandres, le sacrifice de leurs préférences personnelles; les uns et les autres ont bien mérité du pays; ils ont résolu, quasi à l'unanimité des trois grands partis (154 voix contre 10), un problème difficile, dans le sens de l'union nationale.

M. Charles Faroux, technicien automobile et champion de billard



(Wide World photos.)
M. CHARLES FAROUX
journaliste sportif bien connu, est en même temps qu'un technicien automobile réputé, champion de billard amateur. Il est président de l'Union Internationale des Fédérations d'amateurs de billard.

Va-t-on identifier la dame au manteau beige complice des ravisseurs du général russe ?

Le mystère qui entoure l'enlèvement du général Koutleppoff n'est certes pas encore éclairci de ses ténèbres, mais grâce aux témoignages recueillis dernièrement, certaines de ses faces commencent à s'éclaircir. L'intrigue n'est pas dénuée de mystère et se relie à la signalation des ravisseurs, les enquêtes menées dans les centres tchékoslovaques, la sélection sévère des témoins, rétrospectivement, à peu le champ des recherches et conduiront au trame même de la machination des ravisseurs.

Les témoignages, cependant, continuent d'être recueillis. Parmi les plus intéressants, au point de vue de la fameuse dame au manteau beige, il faut citer celui de M. de Monzie, ministre belge de l'Air, pilotant son avion, et accompagné de sa fille, à aéroport de Grodno.

M. de Monzie, ministre belge de l'Air, pilotant son avion, et accompagné de sa fille, à aéroport de Grodno.

Or, le propriétaire de l'hôtel aurait déclaré que sa locataire était rentrée ce même jour très tard, et son fameux manteau beige fortement froissé, comme si elle revenait d'un long voyage.

Le lendemain, le manteau beige avait disparu et, plus jamais depuis, on ne le revit sur le dos de cette femme.

Par ailleurs, celle-ci n'aurait pu fournir l'emploi exact de son temps, le jour de l'enlèvement du général Koutleppoff.

M. André Tardieu clarifie la situation avant de constituer son ministère

IL EST POSSIBLE QU'ON CONNAISSE, DÈS CE SOIR, LES NOMS DE SES PRINCIPAUX COLLABORATEURS

Paris, 28 février. — A 9 h., M. André Tardieu a reçu une délégation du groupe de l'Union démocratique et radicale du Sénat. Cette délégation est composée de MM. Albert Mahieu, Abel Lefèvre, Blaignan et Cadilhac. En quittant M. Tardieu, les quatre sénateurs déclarent qu'ils ont fait connaître au député de Belfort, chargé de constituer le Cabinet, le sentiment de leurs collègues en faveur de la formation d'un Cabinet de large concentration. Ce gouvernement devra se préoccuper en premier lieu de la crise économique et de mesures propres à soulager la production, notamment par des dégrèvements. M. André Tardieu a répondu à la délégation de l'Union démocratique et radicale, que ces préoccupations, il les avait.

M. Tardieu fait preuve de la plus grande confiance.

Les quatre sénateurs ont eu l'impression que les frictions qui rendaient difficile au premier abord la constitution d'un Cabinet de concentration, allaient en s'atténuant.

M. Tardieu a reçu à 9 h. 30, M. Malry, député, président de la Commission des Finances de la Chambre des députés.

Entre 10 et 11 heures, il a reçu MM. Pêche, Magniot, Louis Rollin, Manaut, anciens collaborateurs du gouvernement; M. Bienvenu-Martin, président du groupe de la gauche radicale et radicale-socialiste; M. E. Fougère, député de la Loire, républicain de gauche.

M. Tardieu quitte son appartement de l'avenue Hoche à 11 h., pour aller assister à l'enterrement de M^{lle} Le Provost de Launay, femme de l'ancien député et conseiller municipal de Paris.

Il est de retour à son appartement à 024 heures vingt.

M. Tardieu rend visite à M. Poincaré...

Après avoir conversé quelques minutes avec M. Paul Reynaud, président du groupe de l'Alliance démocratique et sociale, M. A. Tardieu a quitté son domicile pour aller chez M. Poincaré.

M. A. Tardieu sort de chez M. Poincaré à 12 h. 30. Il déclare simplement aux journalistes qu'il s'est entretenu avec l'ancien président de la République et qu'il reviendra certainement le voir avant la fin de la crise.

...puis à M. Doumergue:

Paris, 28 février. — A 15 heures précises, M. A. Tardieu arrive à l'Élysée. Il est immédiatement introduit auprès de M. le Président de la République. L'entretien a duré environ une demi-heure. En quittant l'Élysée, M. A. Tardieu a fait la déclaration suivante:

— Je suis venu mettre le président de la République au courant de l'état de mes conversations, que je vais poursuivre jusqu'à leur conclusion.

M. Tardieu s'est ensuite rendu directement, avenue Hoche, pour continuer ses consultations.

Il reprend ensuite ses consultations

M. de Monzie est arrivé à 15 h. 45 au domicile de M. Tardieu.

En sortant, M. de Monzie se refuse à toute déclaration relative à son entretien, mais le député du Lot, qui était, il y a peu de temps encore, sénateur de ce département, déclare que, quant à lui, l'état d'esprit du Sénat ne lui donne aucune crainte au sujet du succès de M. Tardieu, mais il est évident que le président du Conseil aura besoin de quelques personnalités nettement marquées à gauche, pour s'assurer d'une majorité durable et sérieuse à la Chambre.

M. Tardieu reçoit ensuite M. Leredu, sénateur de Seine-et-Oise, et M. Nicolle, député du Nord.

MM. Magniot, Pierre Dignat, Oesola, députés, et M. Bignon, sénateur de la Seine-Inférieure, arrivent à 16 h. 20.

M. César Chabrun quitte à 18 h. 10 l'hôtel de l'avenue Hoche, en déclarant aux journalistes:

— J'ai dit à M. Tardieu que je considérais que la crise actuelle ne pourrait être utile.

ment dénuée que s'il arrivait à une large concentration à gauche, en faisant entrer dans le ministère des parlementaires, non à titre personnel, mais mandatés par leur groupe. Ainsi, on assurerait au Cabinet une stabilité souhaitée par le pays.

Après un entretien de trois quarts d'heure avec M. A. Tardieu, M. Roux Péret, sénateur, se refuse à faire aucune déclaration catégorique aux journalistes.

— Je n'ai rien à vous dévoiler, dit-il. Les choses vont assez bien. Elles évoluent normalement, mais n'attendez pas une solution avant quelques heures... sinon quelques jours.

M. Raoul Péret a ajouté qu'il n'avait été question d'aucune personnalité et que la conversation n'avait porté que sur les questions de programme.

M. Baréty, ancien ministre, a fait part aux journalistes de ses impressions.

— D'ailleurs, a-t-il ajouté en souriant, je suis du pays du soleil et mes impressions sont toujours optimistes.

M. Lorin, député, déclare aux membres de la Presse, en quittant M. Tardieu:

— Il n'y a pas lieu de se hâter. J'ai d'ailleurs confiance en M. Tardieu pour qu'il aboutisse.

A la fin de l'après-midi, les allées et venues autour de l'hôtel de l'avenue Hoche, où sont les appartements de M. Tardieu, se multiplient. Hommes politiques et journalistes sont fort nombreux et, bien entendu, des bruits fantaisistes commencent à courir. Mais M. Pêche, ancien ministre du Cabinet Tardieu, qui traverse la foule et aux oreilles duquel parvient un de ces « canards », lui coupe immédiatement les ailes:

— Vous pouvez affirmer, dit-il, que le Cabinet ne sera pas formé ce soir. M. André Tardieu lui-même vous l'a dit. Les conversations continueront encore demain.

Parmi les personnalités qui sortent de chez M. Tardieu, citons: le colonel Fabry, président de la Commission de l'Armée de la Chambre; MM. P.-E. Flandin, Manaut et Champetier de Ribes, membres du président du Cabinet Tardieu. Tous se déclarent satisfaits d'avoir trouvé M. Tardieu plein d'énergie et en excellente santé et ils déclarent que le Cabinet sera en excellente voie de formation.

M. Tardieu reçoit à 19 heures, M. Honnorat, sénateur des Basses-Alpes, du groupe de l'Union républicaine du Sénat.

Les déclarations de M. Tardieu à la presse:

M. A. Tardieu, à 19 h. 30, a reçu les membres de la Presse et leur a fait les déclarations suivantes:

— Les conversations que j'ai poursuivies hier et aujourd'hui, m'ont permis de préciser les conditions dans lesquelles je m'acquitterai de la mission constitutionnelle dont je suis chargé. L'opinion du pays souhaite la formation d'un Cabinet auquel l'union des républicains assure la stabilité.

— Dès que j'aurai terminé mes consultations, je serai en mesure de le constituer. Si j'avais souhaité aboutir à une solution d'aujourd'hui, je l'aurais fait.

Fédération nationale des Anciens Combattants et Victimes de la guerre que le Gouvernement ferait siennes les propositions de la Commission des Finances concernant le retrait du Combattant.

A la Chambre

Les couloirs de la Chambre ont présenté, aujourd'hui, la même animation que celle des journées précédentes. L'impression qui, se dégage des délibérations de cette nouvelle journée d'attente est assez confuse. D'un côté, les socialistes, puis les radicaux-socialistes ont voté des ordres du jour d'exclusion contre la présence de M. André Tardieu, à la présidence du Conseil, tandis que les groupes modérés de la Chambre ont gardé cette attitude d'expectative qu'ils avaient adoptée ces jours derniers.

Le groupe de la gauche radicale, qui est reconnu comme étant la charnière de toute majorité gouvernementale, a émis un ordre du jour qui était destiné à lui faire prendre une position d'hostilité vis-à-vis du Cabinet.

Notre photo montre sortant de la résidence de M. Tardieu, M. MAGNIOT (à gauche) et M. FRANKLIN-BOUILLON (v.v.p.).

Tardieu. Cette décision est symptomatique du revirement qui s'opère dans les esprits de nombreux députés.

D'après les renseignements recueillis au cours des conversations il apparaît, en effet, que la prolongation de la crise ministérielle attribue à certaines résistances de différents groupes politiques, suscite quelque inquiétude dans les milieux parlementaires, au sujet du règlement des Conférences Internationales de Londres et de Genève, ainsi que du vote, en temps utile, par la Chambre et le Sénat, de la loi de finances.

(Lire la suite page 2.)



Un article de M. Poincaré

Paris, 28 février. — *Extrait* publié ce matin en même temps que la *Nacion* le fait paraître à Buenos-Ayres, l'article de quinze pages de M. Raymond Poincaré, dont voici quelques extraits.

L'ancien président de la République consacre son article à la crise politique actuelle. Il constate que le Gouvernement Tardieu a été renversé en défendant les finances françaises contre la surenchère et le pillage. L'ancien président du Conseil expose ensuite le processus de la crise. Parlant du ministère Chautemps, il écrit:

« Pour se tirer d'affaire, M. Camille Chautemps a cédé avec les adversaires d'hier et de demain, et il est entré dans la voie des compromis. Il en est résulté une déclaration ministérielle assez vague et un programme clair-obscur.

« Les nouveaux ministres de la Guerre et de la Marine annonçaient ouvertement qu'ils ne répudieraient de leurs prédécesseurs. M. Aristide Briand n'entendait naturellement pas désavouer, lui non plus, la politique qu'il venait de suivre d'accord avec M. Tardieu. Mais il était difficile de comprendre comment cette survivance des idées de la veille allait se concilier avec l'appui des socialistes.

« Les pointages faits avant la séance décisive par les hommes politiques les mieux renseignés ne laissaient pas grand doute sur la certitude d'une chute imminente. Les événements qui se sont déroulés depuis le mois de novembre 1928 ont donc été pour résultat de partager la Chambre en deux fractions à peu près égales, auxquelles les communistes prevaient, s'ils le voulaient, apporter alternativement un appui suffisant pour multiplier les crises et discréditer le Parlement.

« Ce qui, ajouté au danger de cette situation, c'est qu'ainsi la coupure a été faite entre les républicains qui, séparés sans doute par des nuances, n'en ont pas moins collaboré pendant et depuis la guerre, en poursuivant avec et sans l'appui des socialistes, une ligne d'honneur et d'intimité Française qui est le lien sacré entre des Français qui ont le même amour de leur pays et le même sentiment de

LES COMMISSIONS du REICHSTAG ACCEPTENT LE PLAN YOUNG

Berlin, 28 février. — Les Commissions réunies du Reichstag chargées de l'examen des lois sur les accords de La Haye ont accepté ce matin le plan Young par vingt-neuf voix socialistes démocrates et populistes contre vingt-trois nationalistes, communistes, l'Action économique et l'Union chrétienne nationale.

Conformément à une décision prise ce matin par le groupe du Centre, ce dernier et les populistes, bavarois se sont abstenus de prendre part au vote.

Le Centre a donné lecture d'une déclaration disant que son abstention ne signifiât pas une désapprobation de la politique gouvernementale.

Les accords de liquidation, y compris l'accord germano-polonais, ont été acceptés par 79 voix contre 24.

Le ministre des Affaires étrangères de Hongrie à Paris

Paris, 28 février. — M. Walko, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, est arrivé à Paris.

A la mémoire du premier soldat américain tué sur le front français



LA CÉRÉMONIE DEVANT LE MONUMENT DES VOLONTAIRES AMÉRICAINS MORTS POUR LA FRANCE

Paris, 28 février. — Sur l'initiative de la Fédération nationale des combattants volontaires de la Grande Guerre, nombre d'anciens combattants américains et français se sont réunis autour du Monument franco-américain de la place des États-Unis pour honorer la mémoire d'Edward Mandell Stone, le premier volontaire américain tué pendant la guerre.

Engagé dans l'armée française en 1914, Stone, après avoir vaillamment combattu, était grièvement blessé à Craonne en février 1915 et mourut peu après.

Une violente manifestation antimonarchiste en Espagne

Madrid, 28 février. — M. Sanchez Guerra a prononcé un important discours au théâtre de la Zarzuela.

« Il faut, a-t-il dit, que l'Espagne soit gouvernée par elle-même. Maintenant, tous les jeunes gens qui s'élèvent, sont avec la République ou, en tout cas, assez près d'elle. »

M. Sanchez Guerra a critiqué sévèrement l'œuvre de la dictature qui, a-t-il dit, fut cruelle quoique non sanguinaire.

L'orateur a déclaré que les élections qui vont avoir lieu, devront être sincères et aboutir à la formation d'un Parlement et à l'établissement d'une Constitution, conformément aux désirs et aux besoins du pays.

Après la sortie de M. Sanchez Guerra, une manifestation à laquelle prirent part trois mille personnes, en majorité des étudiants portant des drapeaux rouges, s'ébranla par la Gran Via, aux cris de: « Vive la République! A bas la monarchie! »

Une collision se produisit entre deux sections, de la garde civile et les manifestants. Les gardes réussirent à s'emparer des drapeaux rouges. Devant le Cercle de la Gran Peña, une dizaine de jeunes gens de l'aristocratie se heurtèrent aux manifestants. La force armée dut les dégager, ainsi que plusieurs dames de l'Association catholique, qui distribuaient des tracts faisant l'éloge du roi.

Pour éviter les charges de la garde civile à cheval, de nombreux manifestants s'étaient emparés d'une dizaine d'autobus, sur lesquels ils parcoururent le centre de la ville aux cris de: « Vive la République! A bas le roi! »

Le désordre paraissant s'aggraver, plusieurs cafés et de nombreux magasins abaisèrent précipitamment leurs devantures. Cependant, à 21 heures, le calme était rétabli à Madrid.

Comment se terminera la conférence de Londres ?

New-York, 28 février. — Il apparaît dans les milieux américains qu'il reste deux solutions: 1° Satisfaire la France en lui accordant d'une façon quelconque la garantie de sécurité qu'elle exige avant d'accepter une réduction quelconque de ses demandes; 2° Essayer d'éviter un échec regrettable par un moyen que le *New-York Herald Tribune*, organe républicain influent, généralement bien informé, expose ainsi:

« Il existe un moyen américain de sortir des difficultés présentes qui satisfierait les Français, ainsi que les Anglais et les Américains, qui permettrait d'aller aussi loin que la Conférence navale peut aller dans le but de réduire les risques de guerre; c'est d'accepter la limitation des constructions navales et remettre à plus tard l'accord sur les réductions. Certains milieux pensent que c'est, évidemment, une méthode, mais ils la considèrent comme tellement intégraute qu'il y a peu de chances qu'elle soit utilisée. Ils arrivent finalement à cette conclusion qu'il faudra accorder à la France, sous une forme ou sous une autre, la sécurité qu'elle exige, sinon la Conférence échouera.

« Une campagne s'ébauche déjà, tendant à placer franchement le pays devant l'alternative de participer à l'armement satisfaisant les puissances intéressées ou de continuer les constructions navales. »